



# Intervention de clôture du XIIe congrès de la FERC

vendredi 10 février 2017, par [Bariaud](#)

## RAPPORT DE CLÔTURE

### Intervention de clôture par Marie Buisson



32

Supplément au Lien N°130 - mai 2017

Ensemble nous avons commenté les programmes des futurs candidats et listé les mesures qui vont encore dégrader les conditions de vie et de travail des salarié.es et des retraité.es et plus largement de la population.

Déjà les lois Travail, Rebrancher, Macron, le CICE et le Pacte de responsabilité... ont permis d'enrichir les entreprises, c'est-à-dire les actionnaires et les patrons en faisant payer les salarié.es. C'est la poursuite de la course de tous ces accords du monde du travail qui est annoncée.

travail : les personnels sont en souffrance, leurs métiers et leurs qualifications ne sont pas reconnus, les moyens alloués ne permettent pas de remplir correctement les missions qui leur sont confiées...

Il semble facile dans ce contexte de pointer les dysfonctionnements, nous-mêmes nous le faisons régulièrement, puis d'en conclure, comme dans les entreprises privées, que la faute se revient aux agents des services publics. Trop nombreux, trop payés, ne travaillant pas assez, n'étant pas restables... et qu'il faut assouplir les règles fixant le temps de travail, réajuster au mérite et casser les statuts.

Les textes PRCR en cours de validation sont en des instruments de cette remise en cause de nos garanties statutaires. Ce n'est pas le seul, mais c'est notre actualité immédiate et celle dont nous accompagnons aujourd'hui la mise en place faite d'avoir réussi à en bloquer le projet et puisque le gouvernement a choisi de ne pas s'appliquer les règles de l'accès rajoutaire.

Cette bataille pied-à-pied comme la mise en place des contre-réformes successives est épuisante, elle répond pourtant à une demande des salarié.es qui comptent sur leurs représentants pour la mener au mieux pour la défense de leurs conditions de travail et de leurs salaires.

Dans la Fonction Publique, ces attitudes contre les statuts sont le pendant de celles de la LoiElkhart dans le privé. La campagne CGT

Tout d'abord je souhaite vous remercier toutes et tous pour nos débats, vifs, nos amendements et leur défense, déterminée, nos apéros et nos soirées, fraternels... bref, pour votre investissement collectif qui a fait de cette semaine un moment riche et convivial.

Lors de nos débats nous avons réfléchi à nos mobilisations passées mais surtout au moyen de construire un front de résistance contre l'ensemble des attaques qui vont, quasiment à coup sûr, nous tomber dessus dans les mois à venir.

Et rebien encore plus rapidement au moment de la campagne présidentielle avec la surenchère des propos racistes, homophobes, sexistes que vont échanger les candidats de la droite et de l'extrême droite, avec le soutien passif (au mieux !) d'autres. Pendant que le gouvernement Cazeneuve finira de mettre en place ses contre réformes en faisant les cartons.

Tout d'abord je souhaite vous remercier toutes et tous pour nos débats, vifs, nos amendements et leur défense, déterminée, nos apéros et nos soirées, fraternels,... bref, pour votre investissement collectif qui a fait de cette semaine un moment riche et convivial.

Lors de nos débats nous avons réfléchi à nos mobilisations passées mais surtout au moyen de construire un front de résistance contre l'ensemble des attaques qui vont, quasiment à coup sûr, nous tomber dessus dans les mois à venir. Et même encore plus rapidement au moment de la campagne présidentielle avec sa surenchère des propos racistes, homophobes, sexistes que vont échanger les candidats de la droite et de l'extrême droite, avec le soutien passif (au mieux !) d'autres. Pendant que le gouvernement Cazeneuve finira de mettre en place ses contre réformes en faisant les cartons.

Ensemble nous avons commenté les programmes des futurs candidats et listé les mesures qui vont encore dégrader les conditions de vie et de travail des salarié.es et des retraité.es et plus largement de la

population.

Déjà les lois travail, Rebsamen, Macron, le CICE et le Pacte de responsabilité,... ont permis d'enrichir les entreprises, c'est-à-dire les actionnaires et les patrons en faisant payer les salarié.es. C'est la poursuite de la casse de tous ces acquis du monde du travail qui est annoncée. La déclinaison par décret de la loi travail, renvoyant aux entreprises les négociations sur le temps de travail, en est le signe le plus évident et amènera à coup sûr un recul des conditions de vie et de travail pour toutes et tous. Ce sont des années de dures conquêtes des salarié.es pour gagner le droit au repos, aux loisirs, que l'on balaie d'un revers de main au nom des intérêts de quelques-uns et du dogme du libéralisme.

Au programme également, la poursuite de la politique engagée depuis plusieurs années dans nos ministères : austérité budgétaire, délégations de service public, mise en concurrence des établissements, restructurations et fusions de services et d'établissements, abandon des missions de service public au profit d'entreprises privées. Les conséquences nous les voyons à l'œuvre au quotidien sur nos lieux de travail : les personnels sont en souffrance, leurs métiers et leurs qualifications ne sont pas reconnues, les moyens alloués ne permettent pas de remplir correctement les missions qui leur sont confiées... Il semble facile dans ce contexte de pointer les dysfonctionnements, nous-mêmes nous le faisons régulièrement, puis d'en conclure, comme dans les entreprises privées, que la faute en revient aux agents des services publics (trop nombreux, trop payés, ne travaillant pas assez, n'étant pas rentables...) et qu'il faut assouplir les règles fixant le temps de travail, rémunérer au mérite et casser les statuts. Les textes PPCR en cours de validation sont un des instruments de cette remise en cause de nos garanties statutaires. Ce n'est pas le seul, mais c'est notre actualité immédiate et celui dont nous accompagnons aujourd'hui la mise en place faute d'avoir réussi à en bloquer le projet et puisque le gouvernement a choisi de ne pas s'appliquer les règles de l'accord majoritaire. Cette bataille pied-à-pied contre la mise en place des contre-réformes successives est épuisante, elle répond pourtant à une demande des salarié.es qui comptent sur leurs représentant.es pour la mener au mieux pour la défense de leurs conditions de travail et de leurs salaires. Dans la Fonction Publique, ces attaques contre les statuts sont le pendant de celles de la Loi El Khomri dans le privé. La campagne CGT « Pas de loi travail dans mon entreprise » prend donc tout son sens dans notre Fédération.

En même temps que les tâches militantes quotidiennes de défense des salarié.es, nous avons à porter le projet d'une autre organisation du travail, d'une autre organisation économique, de la réappropriation du travail. C'est le sens de nos débats, parfois longs et vifs, souvent complexes, sur notre projet alternatif et notre vision de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'enseignement supérieur, de la culture, de l'éducation populaire. Mais c'est aussi le sens de la campagne confédérale sur les 32h : travailler moins pour travailler mieux et tous.

La CGT, identifiée comme l'organisation centrale du front anti-loi travail, a subi des attaques médiatiques et pénales inédites ces dernières années, voire derniers mois, nous les avons largement évoquées dans nos débats. Notre organisation est donc la cible principale des attaques antisyndicales, accusée de bloquer les réformes, elle est le verrou à faire sauter.

Du coup nous avons aussi une grande responsabilité dans la construction des mobilisations à venir et dans la bataille idéologique contre la pensée unique libérale. Nous aurons à le faire comme on le fait à la CGT, avec la volonté de se positionner clairement sur le plan idéologique mais avec les militant.es et les salarié.es dans nos organisations et sur nos lieux de travail et de vie. C'est à nous, militants et militantes, de faire ce lien : d'informer nos collègues et nos syndiqué.es, de débattre, de construire collectivement des revendications partagées, puis de savoir nous exprimer clairement sur ces revendications et sur nos orientations dans notre syndicat, pour une CGT offensive, déterminée, qui lutte et qui syndique.

Notre congrès par ses textes et ses débats, nous a donné une orientation très majoritaire. Nous allons donc la mettre en œuvre toutes et tous ensemble durant les 3 années qui viennent. Notre feuille de route est claire, son urgence évidente, il ne reste plus qu'à la mettre en place collectivement. Pour cela nous avons besoin d'un outil syndical qui soit efficace au quotidien, pour défendre les conditions de travail et les droits des salarié.es du privé et du public, face à leurs employeurs ou à leurs chefs de service. Qui les

représente et défende leurs intérêts dans les CT, les CAP, les CHSCT, les CE, aux prudhommes,... Mais aussi pour défendre les conditions de vie, l'augmentation du pouvoir d'achat et l'accès aux soins notamment, des retraité.es. Notre activité syndicale devra être collective et tournée largement vers les organisations et les syndiqué.es. Nous devons pouvoir mettre notre énergie militante au service de cette orientation et de sa mise en œuvre. Nous avons bien sûr toujours à travailler à l'amélioration de notre outil syndical, nous aurons encore à débattre dans les mois à venir d'évolutions structurelles, ces débats font partie de notre vie démocratique. Toutefois il est important de ne pas perdre de vue qu'ils ne sont qu'un moyen de mettre en œuvre notre orientation et notre volonté de progrès social et non une fin en soi.

Notre activité fédérale pourra s'appuyer sur l'activité des collectifs qui fonctionnent, mettre en place ceux qui manquent pour créer les outils nécessaires et pour accompagner nos réflexions, confronter, harmoniser nos points de vue. C'est une nécessité qui est largement apparue dans nos débats autour des questions de formation professionnelle, de précarité, de travail santé, de discriminations, de laïcité, des enjeux de la recherche, du numérique, etc. Nous devons aussi continuer à développer nos outils de communication, de formation, notre DLAJ. Mais aussi développer notre engagement dans les instances internationales de nos champs et les forums sociaux car notre volonté de transformer la société ne se cantonne à la France. Notre solidarité et notre volonté de paix et d'autodétermination des peuples doivent être portées partout.

Notre commission exécutive renforcée numériquement, renouvelée en partie, est la garante du respect de nos orientations, elle aura à les décliner, les faire évoluer en fonction des besoins de l'activité et de l'actualité. Mais elle est aussi là pour alimenter, faire vivre nos collectifs de travail, mutualiser les outils et les expériences. Au Bureau fédéral, renforcé lui aussi, de les mettre en œuvre ensuite et de faire vivre quotidiennement notre fédération. Cette activité ne se substitue pas à celle des organisations, elle ne peut être ni concurrentielle, ni contradictoire avec l'orientation des syndicats. L'espace pour une activité fédérale utile à tou.tes existe mais l'investissement et la volonté de chaque organisation est nécessaire pour qu'elle soit possible et efficace.

Nous devons aussi poursuivre et renforcer notre participation à la vie confédérale, nos militant.es sont assez largement associés aux collectifs confédéraux réorganisés à l'issue du 51e congrès. Fédéraliser nos revendications n'est pas toujours simple, les confédéraliser l'est encore moins, c'est pourtant une nécessité lorsque l'on mesure, comme nous venons de le faire largement, l'ampleur de l'attaque globale qui se profile contre le monde du travail. Au-delà de nos interventions au CCN ou dans les réunions des fédérations, c'est bien par notre participation au travail confédéral avec des camarades des autres fédérations, des UD, que nous pourrons porter les revendications des salarié.es et des retraité.es de nos secteurs, notre orientation. Nous aurons l'occasion rapidement de le faire dans le cadre de la préparation des assises de l'Industrie prévue le 22 février prochain et pour lesquelles les fédérations de l'industrie sont demandeuses de ce travail commun.

Voilà nous allons essayer de faire tout ça ensemble, si possible avec efficacité, en respectant les orientations fixées par les syndiqué.es, mais aussi avec la convivialité de la vie collective et le plaisir de débattre, de confronter les idées, puis de faire front ensemble pour défendre les salarié.es, les retraité.es, les privé.es d'emploi et pour porter le projet d'une éducation, d'une formation émancipatrices, pour garantir à toutes et tous l'accès à la culture, à l'enseignement supérieur, pour défendre une recherche qui ne soit pas soumise aux intérêts du libéralisme et à l'obligation de rentabilité. Mais aussi pour renforcer notre syndicalisme de lutte, de classe et de masse et notre volonté de transformer la société pour une société libérée du capitalisme.

Je ne peux pas terminer cette intervention sans dire un mot de remerciement tout particulier pour les camarades qui ont mis toute leur énergie à l'organisation matérielle quotidienne de notre congrès. Et en tout premier lieu au grand chef, Olivier, qui vous a orienté, informé, houspillé toute cette semaine, et avec lui nos deux camarades retraités et plein d'énergie Dominique Hennache et Christian Caristan, merci pour votre disponibilité ! Merci aussi aux animateurs et animatrices de commissions qui ont veillé quelques nuits. Et merci à la belle équipe de rédaction de notre journal de congrès : Charlotte, Christine, Matthias, Alain, Matthieu et Nadine ! Enfin merci à Agnès pour avoir assuré une semaine de secrétariat décentralisé

au Bellambra de Dourdan.

Bon retour à toutes et tous camarades ! Vive la CGT et vivent les luttes qui gagnent !

Marie Buisson